



le Problème des ZONES HUMIDES

Depuis les temps primitifs, l'attitude de l'homme à l'égard des zones humides : marécages, marais, tourbières, lagunes et vasières cotières, est empreinte d'hostilité. Leur assèchement est une entreprise séculaire que l'histoire retient à la louange de ses instigateurs au même titre que le tracé des routes ou la fondation des cités. Cette transformation est une des plus importantes que la terre subisse de nos jours.

Dans un continent comme l'Europe, aux paysages profondément modifiés par des siècles d'intense activité humaine, les zones humides sont dangereusement réduites en nombre et en étendue ; celles qui subsistent jouent un rôle fondamental dans la prospérité naturelle.

Lorsque les assèchements ont amené les rendements agricoles prévus, on n'a guère essayé d'évaluer les dégâts à long terme ni les pertes économiques, scientifiques, morales et esthétiques entraînées par la « mise en valeur ». Ces pertes pour difficiles qu'elles soient parfois à déterminer, devraient pourtant être prises en considération. Mais aussi, assez souvent, les rendements agricoles espérés n'ont pu être réalisés et des déboires financiers importants ont été le résultat de drainages inconsidérés.

Aussi les études prospectives les plus récentes envisagent-elles maintenant la nécessité de créer des zones humides artificielles ou d'opérer la reconversion en leur état primitif, de milieux auparavant drainés...

Ici et là, cependant, on élabore encore des projets de drainage tant est durable l'héritage intellectuel et psychologique du passé. La plupart de ces projets n'ont guère de justification économique à notre époque de production agricole pléthorique. Dans un pays dont le niveau moyen de vie est élevé, l'économie d'une zone humide ne se conçoit pas seulement en termes d'agriculture. La satisfaction des besoins de l'homme exige le maintien de la diversité dans le milieu où nous vivons. Cet indispensable aménagement de l'espace rural est conforme à sa mise en valeur selon la vocation des régions considérées et doit restreindre les pratiques agricoles aux seuls sols qui s'y prêtent naturellement et facilement.

En novembre 1962, aux Saintes-Marie-de-la-Mer, une conférence internationale, groupant 80 biologistes de seize pays, a mis en évidence la gravité des pertes entraînées par la disparition des zones humides. Les rapports ont fait l'objet d'une publication éditée en 1964, par l'U.I.C.N.

Le cycle de l'eau, les fleuves et beaucoup d'animaux — spécialement les oiseaux migrateurs — ignorent nos frontières humaines. Toute action entreprise dans un pays peut avoir des répercussions dans un autre. Il est donc nécessaire de promouvoir une politique d'aménagement commune sur la plus grande échelle possible ; il faut, dans cette optique, harmoniser les législations en tenant compte des données scientifiques de tous ordres.

C'est ainsi seulement que l'on parviendra réellement à organiser un aménagement rationnel de l'Espace Rural pour le plus grand bien de tous.

BROSSELIN.

(1) Le Conseil Exécutif de l'U.I.C.N. (Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources), en collaboration étroite avec le Comité International des Recherches sur la Sauvagine (C.I.R.S.), a lancé le projet MAR, un programme de travail concernant l'aménagement et la conservation des zones humides dans les régions tempérées. La première phase, essentiellement explorative, du Projet MAR a trouvé sa conclusion dans la réunion de novembre 1962 aux Saintes-Marie-de-la-Mer, à laquelle étaient représentés treize pays européens et des spécialistes des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie. Dans la publication de 475 pages éditée à la suite de ce congrès sont exposées en détails les raisons qui militent en faveur de la conservation des zones humides et la manière dont il faut concevoir leur utilisation rationnelle. Cette brochure a été suivie d'un second ouvrage où sont décrites les zones humides d'importance internationale qui existent encore en Europe et en Afrique du Nord et dont la sauvegarde apparaît indispensable. La phase suivante est de diffuser les conclusions de la conférence des Saintes-Marie-de-la-Mer et d'œuvrer à la réalisation des vœux qui y furent exprimés. A cet effet, vient d'être créé en France un **bureau MAR** qui a pour mission de rassembler toutes les informations relatives aux zones humides françaises, de rassembler les notions nécessaires à la compréhension des problèmes que posent ces milieux, d'éclairer les pouvoirs publics sur le rôle de ceux-ci dans les ressources naturelles, alerter les intéressés (collectivités et particuliers) sur les dangers éventuellement encourus, dans les cas d'assèchements intempestifs. En mai 1966, une conférence internationale se tiendra aux Pays-Bas pour mettre au point une Convention Internationale pour la Conservation des zones humides.

